

1301 02/25  
64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B

R0	B)	-	-	-	-	-	-	-	-	AMB
H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	ACEI.	LEGA	FIN.	SC.	SUP. AD.	ADM.	C.F.

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.  
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
REF: 19:00 25-02-83 000166867 - 000168920

TLX NO 35666-SG B 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 116 DU 25.02.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

## 1. INTRODUCTION

432

A) PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN (21/22 MARS A BRUXELLES)  
LE CONSEIL A EU UN BREF ECHANGE DE VUES SUR LA PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN QUI SERA FINALISEE LORS DU PROCHAIN CONSEIL (14/15 MARS).

PRINCIPAUX THEMES COMMUNAUTAIRES RETENUS ACTUELLEMENT :

- RENFORCEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR AUQUEL SERA CONSACRE UN SECOND CONSEIL SPECIAL LE 1ER MARS,
- RECHERCHE (PREPAREE PAR UN CONSEIL DU JEUDI 10 MARS), ENERGIE (MALGRE L'INSISTANCE DE PLUSIEURS DELEGATIONS, IL N'EST PREVU DE CONSEIL QUE LE 21 AVRIL), INNOVATION ET POLITIQUE INDUSTRIELLE,
- EMPRUNTS COMMUNAUTAIRES,
- AFFAIRES SOCIALES,
- ELARGISSEMENT : NEGOCIATIONS ET 'INVENTAIRE' AUQUEL LE CRP CONSACRERA UNE NOUVELLE REUNION LE 7 MARS, AINSI QUE D'AUTRES PROBLEMES DONT LE FINANCEMENT FUTUR DE LA COMMUNAUTE.

B) TRAVAUX INTERNES DE LA COMMISSION  
LA COMMISSION A PROCÉDÉ A UN LARGE DEBAT D'ORIENTATION SUR LES SUITES A RESERVER AU DISCOURS DU 8 FEVRIER DU PRESIDENT THORN DEVANT LE PARLEMENT ET SUR LES PRIORITES A RESPECTER (TELEX DU 18.2). ELLE SERA SAISIE LA SEMAINE PROCHAINE D'UN PROJET DE CALENDRIER DE SES TRAVAUX EN PREVISION DU CONSEIL EUROPEEN DE JUIN.

C) PROBLEMES MEDITERRANEENS EN COMMISSION  
PARALLELEMENT A LA PREPARATION DES NEGOCIATIONS POUR L'ELARGISSEMENT, LA COMMISSION A TRAITÉ CETTE SEMAINE DES DOSSIERS DE LA REVISION DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE (HUILE D'OLIVE, FRUITS ET LEGUMES) ET DE L'ELABORATION DES PROGRAMMES INTEGRES EN GRECE, ITALIE ET FRANCE TANDIS QUE LE VICE-PRESIDENT NATALI A POURSUIVI EN EGYPTÉ SA TOURNEE DES CAPITALES VISEES PAR LA POLITIQUE MEDITERRANEENNE DE LA COMMUNAUTE.

## 2. AFFAIRES INTERIEURES

### 2.1 CONSEIL 'TRANSPORTS' (23.2)

IL N'Y A PAS EU DE DECISIONS OPERATIONNELLES MAIS, POUR LA PREMIERE FOIS DANS L'HISTOIRE DE CE CONSEIL, UN DEBAT GENERAL SUR L'ETAT ET LES PERSPECTIVES DE POLITIQUE COMMUNE DES TRANSPORTS.

LES DISCUSSIONS ONT PORTE SUR LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION QUI PROPOSE UNE APPROCHE PRAGMATIQUE, AVEC UN PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LES TRANSPORTS TERRESTRES EN 1983-84 (TELEX DU 11 FEVRIER). M. CONTOGEOGRIS A SOULIGNE QUE LA REALISATION DES SOLUTIONS PROPOSEES EST UNE CONDITION PREALABLE AU RENFORCEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR, OBJECTIF CARDINAL FIXE PAR LE DERNIER CONSEIL EUROPEEN.

DANS L'ENSEMBLE, LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION ONT ETE BIEN ACCUEILLIES, TOUT EN PROVOQUANT DES DIVERGENCES ENTRE LES ETATS MEMBRES NOTAMMENT AU NIVEAU DE L'APPROCHE (GLOBALE OU NON) ET DE L'OPPORTUNITE D'UNE POLITIQUE UNIFORME. LE CONSEIL ESPERE ETRE EN MESURE DE PRENDRE DES DECISIONS LORS DE SA PROCHAINE SESSION.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION A ANNONCE SON INTENTION DE FOURNIR DEUX DOCUMENTS CONCERNANT LES TRANSPORTS AERIENS ET MARITIMES AVANT LA FIN DE L'ANNEE.

## 2.2 ACTIVITES FUTURES CCR

LA COMMISSION A ADOPTE DEUX PROPOSITIONS SUR LES ACTIVITES FUTURES DU CENTRE COMMUN DE RECHERCHE ET SUR L'AMELIORATION DES METHODES DE DECISION CONCERNANT LE CCR.

DEVANT LE REFUS DU CONSEIL DE CONTINUER LE GRAND PROJET SUPERSARA D'ISPRA, LA COMMISSION DEMANDE QUE LE CONSEIL S'ENGAGE A MAINTENIR UN HAUT NIVEAU D'ACTIVITE A ISPRA EN DEVELOPPANT NOTAMMENT LES RECHERCHES SUR LA SECURITE NUCLEAIRE ET NON NUCLEAIRE, LA FUSION THERMONUCLEAIRE ET LA TELEDETECTION ET MET L'ACCENT SUR LA DISPONIBILITE DU CENTRE A HEBERGER OU DEVELOPPER DE GRANDES MACHINES D'INTERET COMMUNAUTAIRE.

S'AGISSANT DE LA GESTION DU CCR ET DE SES PROGRAMMES, ELLE DEMANDE EN OUTRE QUE LE CONSEIL DELEGUE A LA COMMISSION, ASSISTEE DES AVIS D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCR, LES DECISIONS DE MISE EN OEUVRE ET D'ADAPTATION DES PROGRAMMES GENERAUX DECIDES PAR LE CONSEIL, AU LIEU DE SE LES RESERVER COMME C'EST LE CAS ACTUELLEMENT.

LE CONSEIL 'RECHERCHE' DU 10 MARS AURA UN DEBAT APPROFONDI SUR LES ORIENTATIONS ET LES MECANISMES DECISIONNELS AINSI PROPOSES AFIN QUE DES DECISIONS PUISSENT ETRE PRISES EN JUIN SUR CES PROPOSITIONS ET L'ENVELOPPE FINANCIERE DES PROGRAMMES RETENUS.

## 2.3 ENERGIE

LE GROUPE A HAUT NIVEAU S'EST REUNI LE 22 FEVRIER AVEC, A SON ORDRE DU JOUR, QUATRE POINTS PRINCIPAUX :

- PROGRAMME DE TRAVAIL DANS LE DOMAINE DES COMBUSTIBLES SOLIDES.
- MODES DE FIXATION DES PRIX ET DES TARIFS POUR LE GAZ NATUREL DANS LA COMMUNAUTE.
- RAPPORT D'INFORMATION DE LA COMMISSION SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE AVEC LES PAYS DE L'AMERIQUE LATINE.
- RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LA STRATEGIE ENERGETIQUE DANS LA COMMUNAUTE, AVEC NOTAMMENT UN DOCUMENT DE SEANCE SUR LES QUESTIONS PETROLIERES. (CE DOCUMENT INTITULE 'PETROLE : LES ENJEUX DE 83' VOUS SERA ADRESSE PAR LA PROCHAINE VALISE POUR VOTRE INFORMATION PERSONNELLE). IL DECRIT ET EVALUE L'EVOLUTION RECENTE DU MARCHÉ PETROLIER, IDENTIFIE LES EFFETS, NOTAMMENT MACRO-ECONOMIQUES QUE PEUT PROVOQUER DANS LE COURT TERME UNE BAISSSE DES

International Telecommunications Union

PRIX, ET ESQUISSE L'ATTITUDE QUE DEVRAIENT ADOPTER DANS L'IMMEDIAT LES ETATS MEMBRES. IL CONCLUT EN SOULIGNANT QUE RIEN NE PERMET ACTUELLEMENT DE REMETTRE EN QUESTION LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA STRATEGIE ENERGETIQUE QUE LES ETATS MEMBRES ET LA COMMUNAUTE ONT POURSUIVIES JUSQU'ICI.

LES DOCUMENTS PRESENTES PAR LA COMMISSION ONT DANS L'ENSEMBLE RECU UN ACCUEIL POSITIF ET ONT SERVI DE BASE A DES ECHANGES APPROFONDIS, NOTAMMENT SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DANS LE DOMAINE DES COMBUSTIBLES SOLIDES. DE MEME L'APPROCHE PRUDENTE MAIS VIGILANTE, PRESENTEE DANS LE DOCUMENT DE SEANCE TRAITANT DES QUESTIONS PETROLIERES, A-T-ELLE ETE UNANIMEMENT APPRECIEE PAR LES DELEGATIONS. UN ACCORD S'EST MANIFESTE POUR QUE L'EVOLUTION DE LA SITUATION SUR LE MARCHE PETROLIER FASSE L'OBJET D'UNE INFORMATION RECIPROQUE PERMANENTE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE.

LES TRAVAUX PREPARATOIRES AU PROCHAIN CONSEIL ENERGIE SONT AINSI BIEN ENGAGES SUR TOUS LES POINTS PRINCIPAUX QUE CONSTITUENT LA POLITIQUE CHARBONNIERE, LA STRATEGIE ENERGETIQUE ET UNE REACTION ADEQUATE ET COORDONNEE AUX EVOLUTIONS DU MARCHE PETROLIER.

#### 2.4 REVISION DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE (AGRICULTURE MEDITERRANEENNE)

LA COMMISSION A ADOPTE UNE PROPOSITION AU CONSEIL VISANT A MODIFIER ET COMPLETER LA REGLEMENTATION SUR LES FRUITS ET LEGUMES DANS LA PERSPECTIVE DE L'ELARGISSEMENT : EXTENSION DU CHAMP D'APPLICATION A CERTAINS PRODUITS ET PERFECTIONNEMENT DU CALCUL DES PRIX DE REFERENCE QUI PERMETTENT DE CONTROLER LES IMPORTATIONS DES PAYS TIERS. CETTE PROPOSITION SERA EXAMINEE PAR LE CONSEIL 'AGRICULTURE' QUI SE REUNIRA DEBUT MARS POUR COMPLETER LES REGLES APPLICABLES AUX PRODUITS MEDITERRANEENS.

TOUJOURS EN VUE DE CETTE REUNION, LA COMMISSION A APPORTE DES PRECISIONS A LA COMMUNICATION QU'ELLE AVAIT ENVOYEE AU CONSEIL DES 1981 SUR L'AMENAGEMENT DU REGIME HUILE D'OLIVE EN VUE DE L'ELARGISSEMENT. LA COMMISSION INDIQUE EN PARTICULIER QU'ELLE ENVISAGE UNE PERIODE DE TRANSITION DE DIX ANS POUR CE PRODUIT.

#### 2.5 PROGRAMMES INTEGRES MEDITERRANEE

LA COMMISSION A ADOPTE LES LIGNES DIRECTRICES DES PROGRAMMES MEDITERRANEENS INTEGRES QU'ELLE COMPTE PRESENTER AU CONSEIL.

CES PROGRAMMES VISENT A AMELIORER LA SITUATION DES REGIONS MEDITERRANEENNES DE LA COMMUNAUTE DONT CERTAINES FIGURENT PARMI LES ZONES LES PLUS DEFAVORISEES, DONT D'AUTRES PEUVENT ETRE AFFECTEES PAR LES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT. ILS COMPORTERONT UN ENSEMBLE D'ACTIONS COMPLEMENTAIRES POUR MODERNISER LE SECTEUR AGRICOLE (ACTIVITE PRINCIPALE DE CES REGIONS), ET PROMOUVOIR D'AUTRES ACTIVITES PRODUCTIVES SUR PLACE EN VUE D'ABSORBER LA MAIN D'OEUVRE EN PROVENANCE DE L'AGRICULTURE.

LA NATURE, LES MODALITES ET L'INTENSITE DE L'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE SERONT ADAPTEES AUX CARACTERISTIQUES PROPRES DE CHAQUE REGION. AINSI L'EFFORT COMMUNAUTAIRE SERA PARTICULIEREMENT IMPORTANT EN GRECE ET CONSTITUERA UN ELEMENT ESSENTIEL DE LA REponse AU 'MEMORANDUM HELLENIQUE' DONT LA COMMISSION SERA PROCHAINEMENT SAISIE.

LES PROGRAMMES AURO... UNE DUREE DE SIX ANS ET LE COUT GLOBAL POUR LA COMMUNAUTE EST EVALUE A 6600 MIO D'ECUS, C'EST-A-DIRE UN EFFORT MOYEN ANNUEL DE PLUS D'UN MILLIARD D'ECUS. SUR LA BASE DES ORIENTATIONS AINSI ADOPTEES, LES TROIS PROGRAMMES (GRECE, ITALIE ET FRANCE) VONT ETRE RAPIDEMENT MIS AU POINT POUR APPROBATION FINALE A UNE TOUTE PROCHAINE REUNION DE LA COMMISSION.

## 2.6 CONSTRUCTION NAVALE

-----

DANS SA COMMUNICATION SUR LA POLITIQUE DE RESTRUCTURATION, LA COMMISSION CONSTATE AU PREALABLE QUE RIEN NE LAISSE PREVOIR UNE AMELIORATION DU MARCHE AVANT 1985/1986 ET QU'IL POURRAIT MEME S'AGGRAVER A COURT TERME. POUR REDRESSER LA SITUATION, L'INDUSTRIE DEVRAIT, COMPTE TENU DES EFFORTS DE REDUCTION DE CAPACITE DEJA ACCOMPLIS, AMELIORER SA COMPETITIVITE. DE PLUS, L'INDUSTRIE DEVRA METTRE D'AVANTAGE L'ACCENT SUR UNE COOPERATION A L'ECHELLE DE LA COMMUNAUTE.

LA COMMISSION CONTINUERA D'ETUDIER AVEC LES MILIEUX CONCERNES 'LA CREATION D'UNE POLITIQUE MARITIME COMMUNAUTAIRE A PART ENTIERE INTEGRANT LES BESOINS DES SECTEURS DU COMMERCE, DE LA NAVIGATION, DE LA CONSTRUCTION NAVALE ET DU GENIE MARITIME'.

## 3. ELARGISSEMENT

-----

### 3.1 SPAIN

-----

AT THE 14TH MINISTERIAL SESSION HELD IN BRUSSELS ON THE 22ND

FEBRUARY THE COMMUNITY PRESENTED DECLARATIONS ON ECSC (EXTERNAL RELATIONS) AND CUSTOM UNION (QUANTITATIVE RESTRICTIONS).

THE SPANISH DELEGATION SUBMITTED DECLARATIONS ON TEXTILES, PETROL MONOPOLY AND EXTERNAL RELATIONS (JUSTIFICATIONS ON QUANTITATIVE RESTRICTIONS/STATE TRADING COUNTRIES).

NO AGREEMENT WAS REACHED IN THE TREATED SUBJECTS.

### 3.2 ACCORD CEE/ESPAGNE DE 1970

-----

LE CONSEIL, DU 22 FEVRIER, A PRIS NOTE D'UNE DECLARATION DE M. NATALI CONCERNANT L'ACCORD CEE/ESPAGNE DE 1970.

LA COMMISSION POURSUIVRA SES CONTACTS AVEC LES AUTORITES ESPAGNOLES ET ESPERE RESOUDRE AVANT LA MI-MARS LES POINTS ENCORE OUVERTS SUR LA GESTION DE L'ACCORD. (SUR LE DESEQUILIBRE DES CONCESSIONS TARIFAIRES RECIPROQUES, DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL, LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL CONTINUE D'ESTIMER QU'IL S'AGIT LA DE PROBLEMES QUI TROUVERONT UNE SOLUTION DANS LE CADRE DE L'ADHESION.

## 4. RELATIONS EXTERIEURES

-----

### 4.1 USA/CEE : PROBLEMES AGRICOLES

-----

LE RAPPORT COMMUN CEE/USA EST EN VOIE D'ACHEVEMENT A LA SUITE DES REUNIONS ENTRE HAUTS FONCTIONNAIRES QUI ONT EU LIEU EN JANVIER ET FEVRIER. C'EST MAINTENANT SUR LA SCENE POLITIQUE QUE SE DEPLACE LE DEBAT.

Information for National Use

DANS UNE LETTRE ADRESSEE AU SECRETAIRE D'ETAT SHULTZ, LE 23 FEVRIER, LE PRESIDENT THORN RAPPELLE LES DANGERS D'ESCALADE SI UNE NOUVELLE VENTE DU TYPE FARINE EGYPT E SE REPRODUISSE. IL SUGGERE UNE REUNION PROCHAINE AU NIVEAU MINISTERIEL ENTRE LE GOUVERNEMENT AMERICAIN ET LA COMMISSION POUR EVALUER LES RECENTES DISCUSSIONS.

LES RELATIONS AGRICOLES CEE/USA ONT ETE PAR AILLEURS EVOQUEES AU COURS DU DEJEUNER DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES LORS DU CONSEIL DU 21 FEVRIER. IL A ETE DECIDE QUE LA PRESIDENCE EFFECTUERAIT UNE DEMARCHE FERME AUPRES DE WASHINGTON. (LE CONSEIL DESIRE ETRE PRUDENT. IL SOUHAITE NE PAS ADOPTER UNE ATTITUDE QUI PUISSE ETRE INTERPRETEE COMME UNE MESURE DE RETORSION ET TIENT A NE DONNER AUCUNE PUBLICITE AUX DEMARCHES EN COURS).

#### 4.2 JAPON

LE CONSEIL DU 22 FEVRIER A DEBATTU DES RELATIONS DE LA COMMUNAUTE AVEC LE JAPON, SUR BASE D'UNE COMMUNICATION DE LA COMMISSION ET

DES ASSURANCES OBTENUES DU JAPON EN MATIERE DE MODERATION DES EXPORTATIONS D'UNE DIZAINE DE PRODUITS SENSIBLES. LE CONSEIL A INVITE LA COMMISSION A POURSUIVRE VIGOUREUSEMENT SON ACTION EN VUE DE L'OUVERTURE DU MARCHE JAPONAIS ET PARTAGE LES VUES DE CELLE-CI SUR LA NECESSITE DE RENFORCER LA COOPERATION INDUSTRI-

ELLE AVEC CE PAYS. IL A PRIS NOTE DES ASSURANCES JAPONAISES EN MATIERE DE MODERATION DES EXPORTATIONS ET A SOULIGNE L'IMPORTANCE D'UN CONTROLE VIGILANT DE LA MISE EN OEUVRE DE CES MESURES. LA COMMISSION A EGALEMENT ETE INVITEE A FAIRE LE POINT AVANT L'ETE, AVEC LE COMITE 113, DE L'ETAT DES RELATIONS COMMUNAUTE-JAPON ET A PRESENTER AU CONSEIL, SI NECESSAIRE, DES SUGGESTIONS D'ACTIONS EVENTUELLES.

LES ETATS MEMBRES ONT UNANIMEMENT FELICITE LA COMMISSION POUR SON ACTION TENACE AUPRES DES AUTORITES JAPONAISES ET POUR LES RESULTATS OBTENUS. ILS ONT RECONNU, A CET EGARD, L'EFFICACITE D'UNE APPROCHE COMMUNAUTAIRE VIS-A-VIS DU JAPON.

#### 4.3 SUEDE

MR. PALME, SWEDISH PRIME MINISTER, ACCOMPANIED BY THE MINISTER OF COMMERCE, MR HELLSTROM, PAID A VISIT TO THE COMMISSION ON 24 FEBRUARY. HE HAD TALKS WITH MR ORTOLI AND MR HAFERKAMP AND WAS RECEIVED BY PRESIDENT THORN.

MR PALME TOOK PART IN A WORKING SESSION PRESIDED OVER BY PRESIDENT THORN. MM ORTOLI, HAFERKAMP, DAVIGNON, CONTOGEOGIS, NARJES AND RICHARD ATTENDED THE SESSION.

AT THE END OF THE VISIT A JOINT PRESS CONFERENCE WAS HELD.

#### 4.4 AUTRICHE

M. DALSGER S'EST RENDU A VIENNE LES 24 ET 25 FEVRIER POUR Y AVOIR DES ENTRETIENS AVEC NOTAMMENT M. HAYDEN, MINISTRE AUTRI-CHIEN DE L'AGRICULTURE.

LES ENTRETIENS ONT PERMIS D'APPROFONDIR UN CERTAIN NOMBRE DE SUJETS AYANT TRAIT D'UNE PART AUX SITUATIONS ET POLITIQUES AGRICOLES RESPECTIVES ET AUX RELATIONS DE LA COMMUNAUTE AVEC L'AUTRICHE SUR LE PLAN BILATERAL ET SUR LE PLAN MULTILATERAL.

#### 4.5 YOUGOSLAVIE

-----

LES ACCORDS DE COOPERATION SIGNES A BELGRADE LE 2 AVRIL 1980 AVEC LA YOUGOSLAVIE ENTRERONT EN VIGUEUR LE 1ER AVRIL.

DANS CE CONTEXTE, LA COMMISSION ORGANISE AVEC LA YOUGOSLAVIE UNE 'BUSINESS WEEK' DEBUT MARS A BELGRADE POUR PERMETTRE AUX OPERATEURS ECONOMIQUES DES DEUX PARTIES D'EXAMINER DES POSSIBILITES CONCRETES DE COOPERATION (TELEX DU 10.12). LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP PRESIDERA LA SEANCE D'OUVERTURE AVEC LE MINISTRE SMOLE.

#### 4.6 TURQUIE

-----

UNE REUNION DES SERVICES DE LA COMMISSION ET DES EXPORTATEURS TURCS D'ARTICLES D'HABILLEMENT EST PREVUE POUR LE 28 FEVRIER, POURVU QUE LE GOUVERNEMENT TURC PUISSE DONNER SON ACCORD EN CE QUI CONCERNE UN SYSTEME DE COOPERATION ADMINISTRATIVE. CETTE REUNION A POUR BUT DE PROCEDER A UNE DISCUSSION SUR LES QUANTITES D'AUTOLIMITATION POSSIBLES DANS LES DIFFERENTES CATEGORIES DE PRODUITS TEXTILES AUTRES QUE LES FILS DE COTON.

LUNDI, AU COURS DE LEUR DEJEUNER, LES MINISTRES DES DIX ONT ENVISAGE LA POSSIBILITE D'UNE REUNION DU CONSEIL D'ASSOCIATION AU NIVEAU DES AMBASSADEURS A LA MI-MARS DONT L'ORDRE DU JOUR PORTERAIT ESSENTIELLEMENT SUR LES QUESTIONS COMMERCIALES.

#### 4.7 EGYPT

-----

LE VICE-PRESIDENT NATALI VIENT D'EFFECTUER UNE VISITE OFFICIELLE EN EGYPT. CETTE VISITE FAISAIT SUITE A CELLES QUE M. NATALI A EFFECTUEES AU MAROC, EN TUNISIE ET EN ISRAEL, EN SA DOUBLE QUALITE DE COMMISSAIRE CHARGE DE L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE ET DE PRESIDENT DU GROUPE CONSTITUE PAR LA COMMISSION POUR LES PROBLEMES MEDITERRANEENS.

M. NATALI S'EST ENTRETENU AVEC LE PREMIER MINISTRE, LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR, DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE, DE L'IRRIGATION, DE L'INDUSTRIE ET DES MINES, AINSI QU'AVEC LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DU PEUPLE.

LES ENTRETIENS ONT PORTE SUR LES PROBLEMES POUVANT DERIVER POUR L'EGYPT DE L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE ET SUR LES ORIENTATIONS DE LA COMMUNAUTE RELATIVES A LA POLITIQUE GLOBALE MEDITERRANEENNE QU'ELLE DEVRA METTRE EN OEUVRE APRES SON ELARGISSEMENT.

#### 4.8 BEBES-PHOQUES

-----

LE CONSEIL A ETE INFORME PAR M. NARJES DES CONVERSATIONS QU'AEUES LA COMMISSION AVEC LE CANADA ET LA NORVEGE, QUI N'ONT PAS APPORTE D'ELEMENTS PROPRES A DISSIPER LES DOUTES EXPRIMES PAR L'OPINION PUBLIQUE EUROPEENNE. LE PRESIDENT GENSCHER A POUR SA PART SOULIGNE L'IMPORTANCE POLITIQUE DU PROBLEME ET A SOUHAITE QU'UN ACCORD SUR LES MESURES DE PROTECTION INTERVIENNE LORS DU CONSEIL 'ENVIRONNEMENT' LE 28 FEVRIER.

## 5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

---

### 5.1 ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN

---

#### A) PROCEDURE ELECTORALE

SENSIBLE A L'APPEL DE LA COMMISSION EXPRIME PAR LE VICE-PRESIDENT NATALI, LE CONSEIL A DECIDE D'ENTREPRENDRE, ENCORE CETTE SEMAINE, UN ULTIME EFFORT POUR LES ELECTIONS DE 1984 EN VUE DE GARANTIR UN DROIT DE VOTE AU PLUS GRAND NOMBRE POSSIBLE DE RESORTISSANTS DE LA COMMUNAUTE RESIDANT DANS D'AUTRES ETATS MEMBRES.

#### B) DATE DES ELECTIONS

LE CONSEIL S'EST PRONONCE A L'UNANIMITE POUR LA PERIODE DU 17 AU 20 MAI 1984 ET CONSULTERA LE PARLEMENT PROCHAINEMENT.

### 5.2 REMUNERATIONS

---

LE CONSEIL A ADOPTE LA PROPOSITION DE LA COMMISSION CONCERNANT L'EXAMEN ANNUEL 1982 DU NIVEAU DES REMUNERATIONS.

CETTE DECISION, QUI PREND EFFET LE 1.7.1982, SIGNIFIE POUR LE PERSONNEL AFFECTE A BRUXELLES ET LUXEMBOURG UNE AUGMENTATION NOMINALE DE 2,3-0/0 AVANT L'APPLICATION DU PRELEVEMENT. (CE CHIFFRE REPRESENTE LE RESIDU AU TITRE DE L'EVOLUTION DU COUT DE LA VIE POUR LA PERIODE 1.7.1981 - 1.7.1982 DONT A ETE DEDUITE L'EVOLUTION NEGATIVE - 4-0/0 DU POUVOIR D'ACHAT CONSTATEE DANS LES FONCTIONS PUBLIQUES DES DIX ETATS MEMBRES AU COURS DE LA MEME PERIODE.)

LES REMUNERATIONS DU PERSONNEL AFFECTE DANS LES AUTRES LIEUX D'AFFECTATION ONT ETE AJUSTEES SELON LES MEMES PRINCIPES, A L'EXCEPTION DES DATES D'EFFET POUR QUELQUES PAYS A HAUTE INFLATION FIXEES RESPECTIVEMENT AU 1ER MAI ET 16 MAI 1982.

### DERNIERE MINUTE : CONTENTIEUX AGRICOLE CEE/US

---

LE ' 'PANEL' ' DU GATT CHARGE D'EXAMINER LA PLAINTE US CONTRE LES CONDITIONS D'EXPORTATION DE FARINE PAR LA COMMUNAUTE VIENT DE CONCLURE QUE CELLE-CI N'AVAIT PAS CONTREVENU A SES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

64215 EURCOM UW  
64215 EURCOM UW